

DANS L'ACTUALITE du 16 au 19 mai 2014

### **Proposition de loi**

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement

[Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour exprimer plus clairement que le principe de précaution est aussi un principe d'innovation, texte n° 183](#)

[Avis n° 532 \(2013-2014\) de M. Jean BIZET, fait au nom de la commission du développement durable, déposé le 14 mai 2014](#)

Discussion en séance publique les 27 mai et (éventuellement) 17 juin 2014

### **Jurisprudence**

Le motif de non-respect de règles d'urbanisme n'est pas au nombre de ceux que le Conseil supérieur de l'éducation, statuant sur une opposition du maire à l'ouverture d'une école privée, peut connaître

[CE 7 mai 2014 commune de Romagne, req. n° 356813](#)

Faute de s'insérer de manière cohérente dans le paysage urbain de la rue de Rivoli, une partie du projet de restructuration de la Samaritaine voit son permis de construire annulé

[TA Paris 13 mai 2014 Association SPPEF et a., req. n° 1302162](#)

## Réponse ministérielle

Demande de résiliation d'un marché public : "le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision de rejet"

[Rép. min. n° 10742, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

Application de l'article L.2212-2-2 du CGCT

[Rép. min. n° 4419, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

Obligations imposées aux établissements recevant du public en matière de sécurité contre les risques incendie

[Rép. min. n° 10151, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

Procédure d'évolution du plan local d'urbanisme à la suite de son annulation partielle par une juridiction administrative

[Rép. min. n° 9568, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

Exécution d'une décision de justice en matière d'urbanisme

[Rép. min. n° 8381, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

Autorisation d'occupation du domaine public par un commerçant

[Rép. min. n° 6114, JO Sénat du 15 mai 2014](#)

PLU et abrogation de la carte communale

[Rép. min. n° 39836, JOAN du 13 mai 2014](#)

## Vu par ailleurs

Contrat public

L'acheteur public ne peut pas tout demander à un candidat admis à présenter une offre !

Dans un arrêt du 11 avril 2014, le Conseil d'Etat rappelle que l'acheteur public ne peut pas demander de produire, pour la sélection des candidats admis à présenter une offre, des renseignements et documents non prévus par l'arrêté du 28 août 2006, au risque de léser les candidats concernés. Cette affaire concerne un marché public de l'Etat, mais la solution est facilement transposable aux marchés des collectivités territoriales.

Source : localtis.info du 15/05/2014

Urbanisme

Samaritaine : l'académie d'architecture réagit

L'annulation, par le tribunal administratif de Paris, de l'un des permis de construire du chantier de la Samaritaine (Sanaa, architectes) inquiète l'académie d'architecture, qui l'a fait savoir par la voix de son président...

Source : le Moniteur du 19/05/2014

A Lyon, salons Cap urba+Lumibat+Light on Architect

Du 20 au 22 mai, Lyon Eurexpo accueille Cap urba, un des principaux salons nationaux en matière d'aménagement urbain. Programme encore enrichi par Light on Architect, dédié à la lumière en architecture, et Lumibat, branché éclairage intérieur.

Source : le Moniteur du 19/05/2014

Environnement / Energie

Schémas régionaux du climat : censure partielle du Conseil constitutionnel

Une loi devra préciser avant le 1er janvier 2015 les conditions de participation du public à l'élaboration des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et de leur volet éolien.

Source : le Moniteur du 16/05/2014

Collectivité territoriale

### Métropole du Grand Paris : des élus demandent une modification de la loi

[Les élus de Paris Métropole, syndicat mixte qui regroupe plus de 200 collectivités d'Ile-de-France, demandent vendredi 16 mai au gouvernement de modifier la loi créant la Métropole du Grand Paris, dont la naissance effective prend déjà du retard.](#)

Source : la gazette des communes du 16/05/2014

### Lille Métropole : l'ombre de la IV<sup>ème</sup> République

[Elu président de LMCU grâce au soutien de la gauche, Damien Castelain, maire sans étiquette de Péronne en Mélançois \(870 habitants\), fait de la « gouvernance collective » un axe fort de son mandat. Lille Métropole s'embarque pour des années de négociations d'autant plus ardues que le contexte budgétaire se durcit.](#)

Source : la gazette des communes du 16/05/2014

Transport / Infrastructure

### Le plan de relance autoroutier notifié à la Commission européenne

[Frédéric Cuvillier a rencontré le commissaire européen afin de lui présenter \(enfin\) officiellement le plan de relance autoroutier.](#)

Source : le Moniteur du 16/05/2014

### La ligne nouvelle ferroviaire PACA a repris ses études

[Le dossier d'une nouvelle infrastructure ferroviaire et de l'amélioration « des transports du quotidien » en PACA se focalise désormais sur les traitements des nœuds ferroviaires de Marseille et Nice pour permettre à un projet finançable d'ici à 2030 de voir le jour.](#)

Source : le Moniteur du 16/05/2014

## Vu dans les revues

AJDA n° 17 – 2014 du 19 mai 2014 p.973, *Ville et cohésion urbaine – La continuité dans le changement, c'est maintenant !*, par Jean-Philippe Brouant

AJDA n° 17 – 2014 du 19 mai 2014 p.985, *Le contrat de partenariat à l'épreuve de la complexité*, par Gaële Chamming's

AJDA n° 17 – 2014 du 19 mai 2014 p.996, *Contrôle par le maire des conditions d'accessibilité d'un terrain par les services d'incendie et de secours*, par Bertrand Pauvert

Rfda n° 2 mars-avril 2014 p.247, *Antennes relais de téléphonie mobile et lieux de culte : une nouvelle querelle de clocher ?*, par Paul Report

La gazette des communes n° 20/2222 du 19 mai 2014 p.58, *La loi Alur décryptée – Le renforcement du rôle intégrateur du Scot*, par Arnaud Gossement et Marie Renouf

La gazette des communes n° 20/2222 du 19 mai 2014 p.62, *Marchés de travaux forfaitaires – L'indemnisation des coûts supplémentaires*, par Arnaud Paturat

## Presse

Réforme territoriale : M. Hollande veut aller vite

[Le chef de l'Etat a consulté les représentants des partis politiques. Un projet de loi pourrait être présenté en juin](#)

Source : le Monde du 18/05/2014